



UNION pacifiste

« S'il m'était prouvé qu'en faisant la guerre, mon idéal avait des chances de prendre corps, je dirais quand même non à la guerre. Car on n'élabore pas une SOCIÉTÉ HUMAINE sur des monceaux de cadavres. » Louis LECOIN (1888-1971)



C'était samedi 9 mars à Paris : à l'appel du Réseau Sortir du nucléaire, plusieurs milliers de personnes se préparent à former une vaste chaîne humaine, pour réclamer l'arrêt du nucléaire civil et militaire en France, deux ans après la catastrophe de Fukushima.

● *Israël : l'usage de la peur pour faire taire l'opposition (p. 9)*

● *Géopolitique : le monde chinois (p. 10-11)*

● *Sauver l'île de Jeju (p. 12-13)*

*et aussi
le Mali, Stéphane Hessel, Romain Rolland, ...*

MALI : depuis le 11 janvier, l'opération Serval aurait tué cinq soldats français, pudiquement couverts de gloire et du drapeau tricolore. Ce conflit, non reconnu par le droit international, s'assimile à une guerre interne. Les militaires se battent contre des kilomètres carrés de rochers, notamment dans le massif des Ifoghas (nord-est), pour « casser » le donjon d'Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique), voire pour faciliter la prospection minière. Le 12 mars, la montagne s'est vengée en assassinant un soldat tchadien (le trentième sur les 2 000 déployés – sans aucun Malien – parmi les 6 300 de la Misma, mission du Mali). Six djihadistes meurent et cinq sont fait prisonniers. Seront-ils expulsés vers la France comme les cinq « détenus administratifs » capturés par les professionnels du crime ? Ça change des milliers d'« obligations de quitter le territoire français-OQTF » distribuées par le ministre de l'Intérieur aux Africains sans papiers. Ces prisonniers de non-guerre passeront-ils devant la justice pénale antiterroriste, si ridicule depuis l'affaire de Tarnac ?

La propagande de l'armée française apparaît pis encore que celle de l'Organisation terroriste de l'Atlantique Nord en Afghanistan. Qui, parmi les mensonges des médias aux mains des marchands d'armes, connaît le sort d'opposants maliens, autres que Boukary Daou, directeur du quotidien *Le Républicain* (qui a critiqué le capitaine putschiste Amadou Sanogo), ou celui des centaines de civils assassinés par les frappes à l'aveugle (excepté les quatre tués du 7 mars, à Tombouctou, par des « islamistes » qui auraient volé leur voiture) ?

D'où l'importance vitale, tant qu'il est possible de l'exprimer sans censure, de nier tout droit à l'existence pour l'institution militaire ! Les 483 pacifistes arrêtés à Bruxelles, le 1^{er} avril 2012, lors de Nato Game Over, ont montré le chemin afin de démanteler l'Otan, armée européenne de fait.

MENACES du chef suprême de l'armée française : il veut gouverner par ordonnances, comme le général De Gaulle en 1959. Il se fait courtiser grossièrement par les profiteurs de guerre. Ceux-ci ont peur d'improbables coupes dans le budget de la Défense, actuellement soutenu par tous les parlementaires, alors qu'il dépasse officiellement 1,5 % du PIB et se situerait en fait à + 2 %. Pourtant, le seul niveau raisonnable pour les dépenses militaires est de zéro, comme le soulignait, dès 1975, le grand économiste Serge-Christophe Kolm. Supprimer le budget de l'armée ouvre une porte de sortie à la crise.

MÉLANGE de livres, tracts, autocollants, CD, DVD, brochures, disponibles à l'UPF pour aider à construire le pacifisme. Merci à tous ceux et toutes celles qui alimentent la souscription et diffusent ce journal



Avril 2013

IMPORTANT : Ce journal n'est pas distribué en kiosques. Sa diffusion repose sur les initiatives prises par ses lectrices et lecteurs. Merci de continuer à nous envoyer les nom et adresse de personnes susceptibles de s'intéresser à nos idées

**Union pacifiste,
section française de l'Internationale
des résistants à la guerre**

BP 40 196, 75624 Paris Cedex 13
Tél. 01 45 86 08 75

union.pacifiste@orange.fr www.unionpacifiste.org

Directeur de la publication : Rémy Thomas
Dépôt légal : 16-12-80. ISSN 1142-5822
Commission paritaire n° 0514 G 87495
Imprimerie TROIS A, 7 rue Marie-Pia,
91480 Quincy-sous-Sénart.

Regard



...Ne sont-ils pas magnifiques avec toutes leurs breloques !...
De vrais héros !...

Les généraux nord-coréens, spécialistes de la décoration, veulent-ils emmerdailler le monde ? En balançant un missile intercontinental, ont-ils réagi à la construction, pour les États-Unis, de la base navale nucléaire de Jeju (Corée du Sud) menaçant la Chine et le régime amincissant de Kim Jong-un ?

RADIO LIBERTAIRE (89,4 MHz) Si vis pacem

Émission antimilitariste animée par les membres du groupe parisien de l'Union pacifiste, section française de l'Internationale des résistants à la guerre, tous les jeudis de 18 heures à 19 h 30. ou sur Internet par le site : media.radio-libertaire.org

4 AVRIL

Soldats sans papiers à expulser du Mali.

11 AVRIL

Nucléaire : stopper tout avant la catastrophe !

18 AVRIL

L'armée coloniale au Vietnam (invité Lam Lê).

25 AVRIL

Le tour du monde des profiteurs de guerre.

Souscription permanente

Charles Le Floch 25 ; Daniel Lerault 25 ; Christine et Michel Bacuzzi-Halatre 45 ; Hélène Boissin 8 ; Francine et Maurice Chastrette 25 ; Dominique Védý 5 ; Marie-Hélène Prie 95 ; Pascal Linard 5 ; Annette Godeau 30 ; Jean-Pierre Baldassari 5 ; Alain et Françoise Gaudou 45 ; Francis Ronsin 45 ; Gaston Claude Brione 140.

Total : 498 €

Découper et envoyer à : UPF, BP 40 196, 75624 Paris Cedex 13

Nom, Prénom

Adresse

Abonnement au journal (papier ou numérique)	30 €
Abonnement au journal pour l'étranger	38 €
Abonnement à 5 exemplaires/mois	45 €
Adhésion à l'UPF	25 €
Versement à la souscription permanente €
Total €

Abonnement découverte gratuit de deux mois

À propos du cheval

Importance de la sainte Bible

Propos du plouc

IL NEIGE à l'heure où j'écris. C'est un phénomène assez commun en hiver. Et encore, nos ancêtres, les militaires napoléoniens, ont-ils connu des conditions bien plus difficiles que les nôtres, en particulier lors de cette rencontre sportive avec les Cosaques, qui n'étaient pas encore des Soviétiques, avant de finir, climatisés, sous forme de simples Russes !

Car, chez nous, Météo France, qui annonce le temps qu'il va faire avec une « fiabilité de 50 % », eût permis aux glorieux combattants de la campagne de Russie de se poser la question que tout soldat se pose : « J'y vas ty, j'y vas ty pas ? »

Mais je ne voudrais pas monopoliser la parole, sous prétexte que c'est moi qui dois écrire l'article pour l'*Union pacifiste* ! Alors que nous disposons d'un témoin particulièrement crédible et connu dans le monde entier, alors que le directeur de Météo France et moi-même sommes, pour ainsi dire, inconnus du grand public.

Je voulais parler, bien sûr, de Victor Hugo, qui a commis un fort beau poème en alexandrins à propos des grands froids et de la neige, qui tombe plus souvent en hiver, et particulièrement en Russie.

Victor entre tout de suite dans le vif du sujet, je cite, parce que rien n'échappe à Victor :

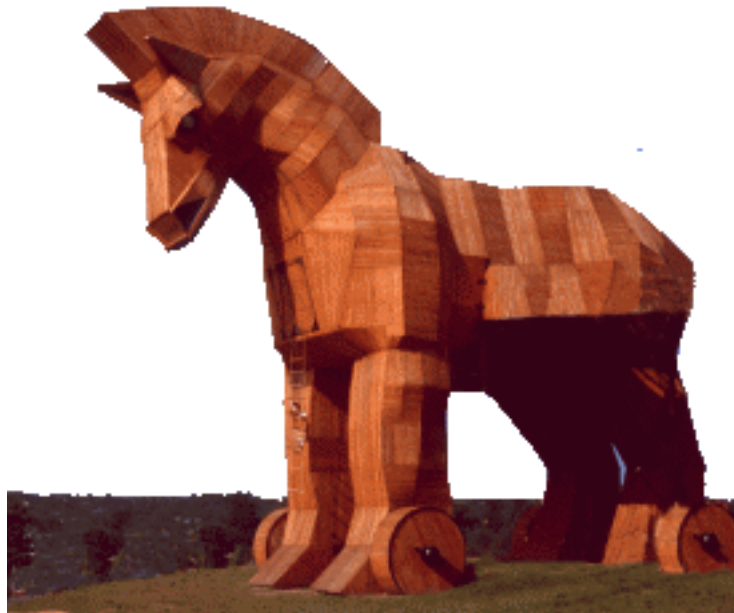
« Il neigeait. Les blessés s'abritaient dans le ventre

Des chevaux morts... »

Quelle vision prophétique du monde actuel ! En effet, ces pauvres gens, non contents de s'être battus et découpés en tranches inégales, poussent l'héroïsme jusqu'à s'abriter à l'intérieur des chevaux, animaux porteurs d'une maladie dangereuse, surtout

s'ils sont alimentés à la viande de porc ! On peut d'ailleurs se demander s'ils ne s'inspiraient pas d'un texte très ancien, un extrait de la *Guerre de Troie*, au cours de laquelle une ruse de guerre prodigieuse avait fait du cheval (en bois) un leurre, dans lequel se cachaient traîtreusement des combattants suréquipés ! Je rappelle que le cheval de Troie est l'ancêtre des chevaux de bois, tant appréciés, depuis, des enfants occidentaux !

Mais ce n'est pas tout, les chefs de guerre font preuve d'une folle bravoure,



ainsi ce maréchal, connu sous le nom de Ney, montre l'exemple :

« Ney, que suivait naguère une armée, à présent

S'évadait, disputant sa monture à trois Cosaques... »

Les vertus patriotiques ne le quittent pas pour autant. La question, ici, reste encore un sujet de dispute entre les historiens, car Ney vient de sortir du ventre d'un cheval, élevé peut-être à la viande de cochon, lui aussi !

Ainsi, il mettait son armée en danger d'épidémie, que dis-je ? de pandémie ! Car ces chevaux, il faut bien qu'ils bouffent ! Et les soldats aussi, ont dégusté de la viande de cheval, dont je rappelle la nocivité foncière pour un catholique qui a lu la Bible avec attention. Car, alors, le chrétien et même le

juif qui se sont laissés aller à manger du cheval seront damnés. Il est dit, en effet, dans le *Lévitique*, un des premiers livres de notre sainte Bible, qu'il existe des animaux purs et des animaux impurs. Les animaux purs, et qu'on a donc le droit de manger, sont ceux qui ruminent et qui ont le pied fendu. Par exemple le bœuf.

Regardez de près un cheval. Non seulement il ne rumine pas, mais il n'a pas le pied fendu. Il est impur. Mes bien chers frères, vous n'en mangerez pas, sinon c'est l'enfer, dont on sait que la climatisation, réglée par Satan, des vertus aux chaleurs les plus extrêmes. Sinon, vous aurez l'accès au paradis. Mais, attention, vous devez être prévenus : les anges n'ont pas de sexe ! Pas question de vous livrer aux plaisirs de la chair ! (Qui se confondent souvent, en 2013, avec les plaisirs de la chaire !).

À ce propos, je voudrais vous rappeler, en particulier aux homosexuels, que Dieu fit s'abattre ses feux, qui sont les fusées de l'époque, sur Sodome et Gomorre. Toutefois, il est troublant de constater

que le verbe « sodomiser » est bien vivant, alors qu'il n'existe pas de verbe « gomorrhiser ». Le plus simple, pour les homosexuels qui se trouveraient face à un cas de conscience, c'est, évidemment, d'inverser les termes. Dans l'intimité du confessionnal, vous direz : « Oui, je l'ai gomorrhisé, mon Père ! »

Et vous serez absous !

Rolland Hénault

en 80 guerres

EN AFGHANISTAN, LE TIGRE A BEAU-COUP TIRÉ

En trois ans et demi d'une présence sur le théâtre afghan – présence qui s'est achevée début février – les hélicoptères de combats Tigre ont effectué 2 600 missions pour 4 215 heures de vol. Selon les chiffres de l'état-major des armées, ils ont tiré par moins de 19 000 obus de 30 mm et 420 roquettes de 68 mm. Au total, la flotte de Tigre de l'aviation légère de l'armée de terre (39 appareils à ce jour) a réalisé 5 000 heures de vol en opex (opération extérieure) pour des missions de combat en Afghanistan, en Libye, en Somalie et au Mali.

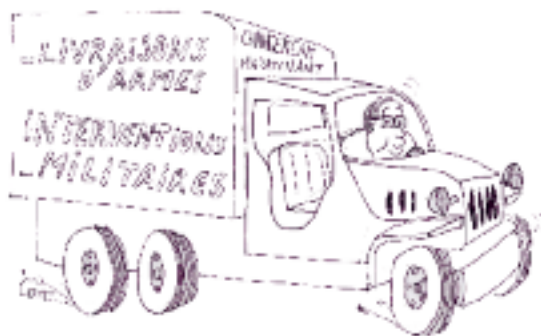
Secret Défense, 10 février

LE CHANGEMENT MAINTENANT EN SYRIE

Plus de 70 000 morts et plus d'un million de réfugiés, la destruction d'un pays : le deuxième anniversaire de sang, de larmes et de sueur après les bombardements, les tirs d'obus et de Kalachnikov... Et que propose le gouvernement français par

la voix de son ministre des Affaires étrangères dénommé Laurent Fabius : « Nous devons convaincre nos partenaires, notamment en Europe, que nous n'avons plus d'autre choix que de lever l'embargo sur les armes en faveur de la coalition » (selon un article paru dans *Libération* du 14 mars 2013). Envoyer des armes aux « rebelles » ? Mais pour quelle raison ? Sous quel prétexte ? La Syrie serait dotée de capacités redoutables dans le domaine de la guerre chimique. « Son arsenal très développé comprendrait des gaz innervants comme le sarin et le VX, mais aussi du gaz moutarde, un produit vésicant. Parmi les vecteurs, citons les bombes aéroportées, les missiles (comme le Scud), les obus d'artillerie et les roquettes. Ces forces peuvent atteindre n'importe quel endroit du pays, et l'armée syrienne libre de l'opposition n'aurait guère les moyens de les arrêter. » (selon The Washington Institute for Near East Policy que transmettait *Courrier International* fin 2012).

Mais cela ne nous rappelle-t-il pas l'intervention de l'armée américaine aidée par l'armée britannique, entre 2003 et 2011, en Irak – prétendu posséder des armes de destruction massive qui n'ont jamais été découvertes...



C'EST ÇA LE CHANGEMENT?

ENFANTS SYRIENS = UNE FUTURE GÉNÉRATION PERDUE

Selon l'association Save The Children, deux millions d'enfants coincés en Syrie sont les victimes innocentes de ce conflit sanglant. L'ONG dénonce le recrutement des enfants par les deux parties du conflit, comme messagers, gardes, informateurs ou combattants engagés de force dans des opérations militaires, certains, âgés de huit ans seulement, utilisés comme bouclier humain...

Métron du 14 mars

CERTIFICAT EUROPÉEN POUR L'A 400 M

L'Autorité européenne de sécurité aérienne (AESA) a annoncé avoir délivré un certificat qui permettra à l'avion de transport militaire de s'insérer dans le trafic aérien civil. Le premier A 400 M doit être livré à l'armée française d'ici à la mi-juin, après des années de gestation douloureuse. Il devient le

premier grand avion de transport militaire du monde conçu et certifié aux normes civiles dès sa création.

Les Échos du 14 mars

BUDGET EN DÉBAT

Les sénateurs menacent de ne pas voter le prochain budget de la Défense. Parce qu'il est trop élevé ? Non, parce que le gouvernement cherche à le diminuer. Il devrait passer sous la barre de 1,5 % du PIB.

Il faudrait savoir ce que l'on recherche : d'un côté, le gouvernement doit économiser 5 milliards d'euros, de l'autre, il dispose de 30 milliards pour son budget militaire. Désarmer, c'est économiser.

20 minutes du 14 mars

Rémi Thomas

Harle parle



GRÈCE

Nokos Karanikas, objetteur de quarante-quatre ans, a été arrêté le 20 février à Thessalonique. Son insoumission date de 1995, et il a déjà subi de nombreux procès. Lorsque, en 1997, la Grèce a enfin adopté un statut pour les objetteurs de conscience, il a demandé à effectuer un service civil. Cela lui a été refusé, car, après son emprisonnement, il a été considéré comme militaire. Lors de son procès, le 8 mars, le président a accepté d'entendre dix témoins, parmi lesquels le président du BEOC, Friedhelm Schneider, et celui de l'Association des objetteurs grecs. Le tribunal l'a déclaré innocent et l'a acquitté. Cependant, il a reçu, après, un nouvel ordre d'appel.

ebco-beoc.org

ISRAËL

Nathan Blanc, objetteur, a été condamné une septième fois, le 28 février à la base de Tal-haShomer, à vingt jours de prison. Cet acharnement de procès à répétition l'a conduit à effectuer cent seize jours d'incarcération.

newprofile.org

FINLANDE

Jesse Kamila, insoumis total, a été condamné le 12 février à cent quatre-vingts jours de prison. Dans les faits, aujourd'hui, les insoumis finnois peuvent vivre chez eux, et une chaîne électronique aux pieds (remplaçant les boulets !) leur permet d'aller seulement à leur travail ou à leurs études.

wri-irg.org

ALLEMAGNE

Le tribunal administratif de Munich, qui devait se pro-

noncer sur la demande de droit d'asile d'André Shepherd, déserteur américain de la guerre d'Irak, a annulé son audience. Il a présenté une requête préalable devant la Cour européenne de Luxembourg. Dans sa demande, André s'était référé à une directive de l'Union européenne, et c'est la première fois qu'un tribunal prend cela en compte.

connection-ev.de

D'autre part, à Kaiserslautern, près de la plus grande caserne américaine (50 000 GI), d'où partent les combattants pour toutes les régions du monde, Chris Capps-Schubert, déserteur de l'Irak, et Meike Capps-Schubert ont fondé un « GI café » qui rappelle ceux ouverts pendant la guerre du Vietnam. C'est un lieu de réconfort moral, avec une aide médicale et psychologique. Ils ont obtenu pour leur accueil et leur engagement le prix de la paix de Rhénanie-Palatinat.

dfg-vk.de

SYRIE

Un officier déserteur de l'armée de l'air syrienne, qui a refusé de bombarder des civils, est arrivé en Grèce en janvier, espérant pouvoir rejoindre sa famille en Allemagne. Mais il a été arrêté en entrant, et il est détenu à Alexandropolis. La cour administrative doit décider si elle le renvoie en Syrie, ce qui correspondrait, de fait, à une condamnation à mort. D'autres réfugiés syriens sont en camps de rétention en attente d'une réponse à leur demande de droit d'asile. « On nous avait dit que les droits de l'homme étaient respectés en Europe, et nous étions sûrs d'être bien accueillis et soutenus », déclarent-ils.

ebco-beoc.org

INDE



Dans le Gujarat, le 5 mars, une réunion convoquée par le gouvernement d'extrême droite exposait le projet de construction d'une centrale nucléaire. Lorsque le président refusa de donner la parole à un chef de village, il déclara que les opposants devaient sortir, et ce sont près de mille personnes qui sont parties. Les villageois opposés au projet ont tenu leur propre réunion et ont envisagé des formes de résistance légales à ce fléau pour l'environnement.

wri-irg.org

RUSSIE

Le groupe des droits de l'homme de Moscou Citizen.Army.Law vient d'éditer le numéro 34 de sa lettre de nouvelles « service alternatif ». Il est distribué gratuitement sur le territoire russe. L'éditorial est écrit par Lev Levinson, auteur du livre *Alternative à la conscription militaire : pour ceux qui font un choix*. L'historique du service civil est rappelé, avec des informations sur le pacifisme. Une page est consacrée à Gerd Greune, cofondateur du BEOC, décédé l'été dernier. Des avocats donnent aussi des explications juridiques.

army-hr.ru

ÉTATS-UNIS

Le 23 février, Bradley Manning a atteint mille jours de prison sans avoir été jugé. Des manifestations de soutien se sont déroulées dans soixante-dix villes du monde, notamment à Athènes devant le Parlement. Lors d'audiences préliminaires le 28 février, Bradley a déclaré prendre la respon-

sabilité de la livraison de documents à Wikileaks, mais être non coupable d'aide à l'ennemi.

firedogate.com

MALI

Une caravane pour la paix, dite « marche blanche », préparée par des citoyens du Mali pour tenter de contrecarrer les confrontations belliqueuses, a été reportée. La route qu'elle devait emprunter a été interdite par les militaires français. Mais les militants persévèrent dans leur tentative de renouer le dialogue entre les communautés. Pris en sandwich entre les milices islamistes et une intervention coloniale, ils font tout ce qu'ils peuvent pour éviter que le Mali ne vive la même situation que connaissent aujourd'hui l'Afghanistan et la Somalie.

forumcivique.org

Conseil d'administration

du 17 mars à Paris

Activités du secrétariat

Envoi de lettres de soutien (déserteurs américains, insoumis finlandais et objecteurs israéliens). Représentations à deux AG (Registre international des citoyens du monde et Armes nucléaires stop). Tenue d'un stand au salon anticolonial (16 et 17 février). Organisation d'un *Mardi pacifiste* (19 février, au Lieu-dit à Paris), avec le film *Tous au Larzac*.

Trésorerie

Achat d'un nouvel ordinateur. La souscription permet d'améliorer la trésorerie, qui reste fragile. Des appels aux legs seront lancés.

Journal et site Internet

Un journal numérisé, en couleur, est adressé par courriel aux abonnés qui le demandent. Le site UPF reste à alimenter avec les actions locales (une rubrique « Éducation » est en cours de création).

Campagnes en cours

- Collectif Otan-Afghanistan : l'UPF était représentée à l'assemblée du réseau international « Non à la guerre, non à l'Otan ! », les 9 et 10 mars à Gand.
- Nucléaire : chaîne humaine sortir du nucléaire, le 9 mars, réalisée à Paris.
- Fusillés pour l'exemple, anniversaire 1914-2014 : ce collectif vise la réhabilitation de tous les « mutins ». Le groupe de Lyon prépare « Les résistances à la guerre s'affichent » (exposition autour de Louis Lecoin, réfractaire à la guerre de 1914-18), et un festival de films pacifistes.
- 50 ans de l'obtention du statut des objecteurs de conscience en 2013.

International

Le prochain Conseil IRG aura lieu par échanges électroniques. Cela facilitera l'organisation de la prochaine AG en Afrique du Sud (2 au 11 juillet 2014). Le conseil du BEOC se tiendra à Bruxelles, les 1er et 2 juin. Le Comité Louis Lecoin récolte les dons en France pour le BEOC.

Agenda

- 15 avril : Journée mondiale d'action contre les dépenses militaires (pour la diminution des budgets de la Défense).
- 9 juin : Gala UPF au Forum Léo Ferré (Ivry-sur-Seine), avec Vania Adrien Sens, Jules Bourdeaux, Aruna et Marcel Églin.
- 12-13 octobre : Congrès UPF à Avignon. Il sera précédé par une soirée pacifiste le jeudi 10 (projection d'un film de Bernard Baissat, à l'Utopia).

Le Secrétariat



Qu'est-ce que le pacifisme s'il n'est pas intégral ?

Le pacifisme Mais
Le pacifisme Sauf
Le Messieurs les Anglais tirez-vous les premiers
Le Que les assassins commencent
Le Contre la peine de mort sauf pour les...

Dès qu'il y a un Sauf si
Dès qu'il y a un Mais
Dès qu'il y a derrière le mot Pacifisme le moindre pointillé
le moindre point de suspension
le plus petit semblant de rétention respiratoire
C'est déjà une entaille
C'est déjà une porte refermée sur le mot ouverte sur la guerre
sur l'éventualité d'une guerre à venir
C'est valider un tant soit peu le vieil adage
C'est préparer déjà la guerre pour

non pas faire la Paix
Non pas croire en la Paix
mais faire mine d'y croire
et bien sûr le mot mine évoque son homonyme

Qu'est-ce que le pacifisme s'il n'est pas intégral ?
C'est attendre un désarmement général
Non pas donner l'exemple
Mais attendre de l'autre
de la multitude d'autres
qu'ils donnent cet exemple
en leur montrant en face
que la préparation de ce semblant de paix
qu'on appelle la guerre
continue
continue
continuera toujours.

Yves Le Car

Contre l'Otan

Non à la guerre, Non à l'Otan constitue un réseau international de groupes et d'organisations qui s'unissent pour lutter contre les guerres, contre l'Otan et son rôle global démesuré toujours en progression. Dans la perspective d'un monde pacifique, le réseau

CE RÉSEAU Non à la guerre, Non à l'Otan a tenu son assemblée annuelle du 8 au 10 mars à Gand (Belgique), à l'invitation du mouvement Vrede et de l'Observatoire de l'Otan. Il a réuni des militants venus d'Allemagne, de Belgique, de France, du Royaume-Uni, d'Irlande, du Mexique, du Monténégro, des Pays-Bas, de Suède et des États-Unis. La Maison de la paix qui nous accueillait dépend de la municipalité, et une maire adjointe a prononcé le discours de bienvenue. Une conférence publique s'est d'abord tenue le vendredi soir, sous le parrainage de Mairead Corrigan, à l'occasion de la Journée des femmes : « Pour la paix, la justice et la solidarité des genres, non à la guerre, non à l'Otan, arrêtons la militarisation. »

Les travaux ont fait le bilan des activités depuis dix-huit mois, en particulier le contre-sommet et la grande manifestation de Chicago, la conférence sur l'Afghanistan de Bonn, et celle, intercontinentale, de Buenos Aires. La projection d'un film sur la manifestation à Chicago, montrant des jeunes soldats jetant leurs médailles, fut un moment très fort.

Plusieurs exposés ont enrichi ces trois journées :

- La guerre au Mali et le rôle de la France.
- La militarisation et les crises économiques.
- La militarisation de l'Union européenne et de l'Otan, en particulier avec le camp militaire NEAT au nord de la Suède.
- L'Otan et le Pacifique, avec la carte impressionnante des bases militaires américaines dans le monde.
- Les armes nucléaires qui se perfectionnent et l'Iran.

rejette les réponses militaires qui sont une partie des problèmes et non des solutions. Il s'engage à n'utiliser que des moyens non violents. L'Union pacifiste, comme l'IRG, est membre de cet important réseau.

- L'utilisation des drones et leur réglementation internationale.
- L'aéroport militaire américain de Shannon en Irlande.
- La situation au Moyen-Orient.

Des campagnes se développent : contre les drones, contre les armes nucléaires, pour la réduction des dépenses militaires (Désarmement pour le développement), économie et guerre, dénonciation des profiteurs de guerre, réseau de femmes contre l'Otan.

Le nouveau Comité de coordination international (ICC) a été élu. Il comprend deux Français membres du collectif Otan-Afghanistan,

Puis les perspectives d'action 2013-2014 ont été abordées. Participation du Réseau se situant dans le cadre de grandes conférences internationales : Forum social mondial, à Tunis, désarmement nucléaire à Genève, manifestation contre l'Otan en Irlande, « une autre Europe-maintenant » à Athènes, anniversaire de Hiroshima en Allemagne, colloque sur les drones en Angleterre, rassemblement antinucléaire à Mexico, anniversaire de la Première Guerre mondiale, événements pour la paix à Sarajevo, conférences en Afrique (IRG et autres). Actions propres au Réseau : contre-sommet Otan en 2014, organisation d'une conférence à Strasbourg les 12 et 13 octobre 2013 avec les communautés afghanes en exil sur le thème : « Les voies de la paix en Afghanistan ».

Maurice Montet

Hommage national

À CHAQUE fois qu'un militaire meurt dans une opération à l'étranger, un hommage national est organisé. Or, le défunt en question n'a fait qu'exercer son « métier ». Alors, pourquoi pas d'hommage national à chaque fois qu'un salarié meurt en exerçant son métier ? Pourquoi se lamenter nationalement sur la mort d'un bidasse, d'un flic dans le cadre de son « métier » et rester nationalement indifférent à la mort d'un travailleur, d'un sans abri, d'un chômeur... ?

Sur les champs de bataille des deux guerres mondiales, des guerres d'Indochine, d'Algérie... se lamentait-on nationalement de la mort de milliers de bidasses, mais aussi de dizaines de milliers de civils ? Arrêtait-on, ne serait-ce qu'une minute, le tumulte des batailles ?

S'est-on lamenté nationalement des morts (assassinés) d'Ouvéa et, avant cela, de Paris, de Sétif, Madagascar, etc. tombés sous les balles de la bleusaille ou de la flicaille ?

Se lamente-t-on nationalement des morts causés par ces bidasses ou flics ? Surtout lorsque ces morts sont qualifiés de « bavures » ou de « dégâts collatéraux » ?

N'est-il pas curieux que des hommages nationaux soient rendus par des gens en uniformes, qui s'étaient tristement illustrés sous le régime de Vichy, mais aussi de la cinquième République ?

Décidément, il y a toujours deux poids, deux mesures, selon que l'on est riche ou pauvre, que l'on est d'un côté ou de l'autre du mur du pouvoir !

On dit que le ridicule ne tue pas. Et c'est bien vrai, mais, pour ma part, je pense que le grotesque de ces mascarades est une seconde mort portée à toutes les victimes de ces uniformes... nationaux.

Bernard Marinone



Non à l'intervention militaire au Mali !



Parmi les déclarations d'associations défavorables à l'intervention de la France au Mali, les arguments développés par l'organisation de Femmes Égalité* ont paru pertinents à certains d'entre nous.

C'est une guerre de domination, ce n'est pas une guerre de libération, ni pour les femmes ni pour le peuple du Mali.

Les images qui nous sont montrées sont celles d'une population qui vit l'intervention des troupes françaises comme un soulagement... Ne nous y trompons pas ! Même si nous pouvons comprendre les attentes de ces gens qui subissent les conditions invivables imposées par les groupes armés islamistes, ce soulagement est de bien courte durée ! Pour la population, prise en étau entre groupes extrémistes et troupes d'intervention, c'est le prix fort qu'elle va payer : destructions des maisons et villages, famine, exode, avec le lot de « morts civiles » qui vont avec. Déjà plus de 300 000 Maliens sont partis pour fuir la guerre, quinze jours seulement après le début de l'intervention militaire française. Ils ont quitté leur terre et s'entassent dans des camps de fortune installés dans les pays limitrophes ; ce qui les y attend : la pénurie et son lot d'épidémies...

Cette guerre est l'occasion pour l'impérialisme français de renforcer sa présence en Afrique !

Que le discours pour justifier cette intervention, « lutter contre les groupes armés islamistes », ne nous empêche pas de voir la véritable nature de cette guerre. Il s'agit bel et bien de l'intervention d'une puissance impérialiste en quête de domination et de pillage de richesses.

Le Mali est un pays au sous-sol riche : de l'or, valeur refuge en temps de crise, de l'uranium, si nécessaire pour les centrales nucléaires, ainsi que du pétrole. L'exploitation de ces richesses profite aux firmes multinationales ; ce n'est pas la population qui en bénéficie, elle dont 44 % vivent sous le seuil de pauvreté. C'est cette même pauvreté qui amène les gens à fuir leur pays pour trouver refuge en France, à la recherche d'une vie plus sûre et meilleure.

Le Mali est un pays qui connaît une situation politique à rebondissements. Coup d'État en mars dernier, pressions des pays de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) exerçant un embargo économique, et ce en collaboration avec la communauté internationale, dont la France. Dans toute cette région, c'est cette situation conjuguant pauvreté et grande instabilité qui est en grande partie à l'origine de la progression des groupes armés islamistes : ils ont pu s'installer, se développer et ont eu tout loisir de se doter d'armes puissantes, grâce aux arsenaux transférés sans problème de la Libye vers le Mali après l'intervention militaire de l'Otan en Libye ; et la France y a participé activement, contribuant ainsi à faire de la région du Sahel une véritable poudrière.

Après avoir participé grandement à affaiblir l'État malien et à déstabiliser la région, la France se pose aujourd'hui en « sauveur »... ? Quel cynisme ! La France impérialiste, ancienne puissance coloniale, n'est entrée en conflit que pour défendre ses intérêts économiques et de domination du continent africain !

Sous couvert de défense des droits des femmes : une guerre de domination !

Les exactions des islamistes contre les femmes maliennes ont été médiatisées pour justifier cette guerre. Nous dénonçons fermement cette nouvelle opération de récupération qui utilise la souffrance des femmes pour justifier une intervention militaire. Privées de tous les droits par les islamistes, elle voient leur situation se dégrader avec la guerre et l'instabilité qui s'installent.

Dans toutes les guerres, et le Mali ne sera pas une exception, les femmes sont particulièrement touchées du fait des viols, des mutilations, des déplacements forcés, des séparations, des problèmes de santé ; elles sont amenées à accoucher sur les routes ou sous les tentes. Tout en prenant en charge les enfants, elles assument aussi les personnes âgées très vulnérables lors des conflits.

En situation de guerre, les femmes ne peuvent pas défendre leur propre condition. Elles se consacrent d'abord à lutter pour survivre et faire survivre leurs familles. Elles deviennent dépendantes de l'aide humanitaire... Avancent-elles ainsi vers leur émancipation ? NON !

Nous avons l'exemple tout récent de l'Afghanistan. Ce conflit a été engagé par les forces de l'Otan justement pour « défendre les droits des femmes afghanes ». Douze ans après, le pays a été dévasté par la guerre. La situation des femmes n'y a pas changé ; bien au contraire, elle a empiré ! Et les talibans se sont renforcés à tel point qu'ils sont sur le chemin du retour au gouvernement !

Non, décidément non ! Une armée impérialiste, expression même de la domination du plus fort sur le plus faible, ne peut pas défendre les droits des femmes !

Le sort des femmes maliennes ne peut pas dépendre de l'intervention d'une puissance étrangère, quelle qu'elle soit, car celle-ci défend toujours ses propres intérêts. Le mouvement pour leur libération ne peut venir que de l'intérieur du pays. Il ne peut être imposé de l'étranger par une force militaire, et à coup de bombes. C'est aux femmes elles-mêmes de mener la lutte pour leur émancipation. D'ailleurs, au Mali, des voix de femmes s'élèvent pour le dire. Ce n'est pas leur voix qui est retransmise dans nos médias.

Mais dans ce combat, elles pourront compter sur toute notre solidarité.

**Nous réclamons l'arrêt immédiat de cette intervention !
Ceux qui sont dans la course pour dominer le monde ne peuvent pas défendre la cause des opprimés !**

* Organisation de Femmes Égalité pour l'émancipation et le progrès social
femmesegalite@yahoo.com
www.femmes-egalite.org

Israël

L'usage de la peur pour faire taire l'opposition

LA MAJORITÉ des Israéliens pensent que le maintien de l'état d'urgence est justifié, qu'une conscription élargie et des réservistes nombreux les aideront à se sauvegarder des ennemis qui les entourent, qui veulent anéantir Israël et « nous jeter à la mer ».

Les Palestiniens vivent dans la région depuis des siècles, avant l'établissement de l'État juif, en 1948, mais la mémoire collective de la plupart des juifs israéliens leur fait défaut pour reconnaître ce qui s'est passé pendant la guerre et ses suites immédiates, quand des centaines de villages ont été systématiquement effacés de la carte. Israël, cependant – envisagé comme un havre sûr – est considéré partout comme la terre des juifs.

Actuellement, 20 % de la population israélienne ne sont pas juifs, mais musulmans, chrétiens ou d'une autre religion. Ces croyances variées célèbrent des jours fériés différents. Comme Israël se considère comme un État juif, seules les fêtes nationales juives sont chomées. Chaque printemps, Israël observe trois jours fériés qui définissent la nation sioniste : le jour du Souvenir de l'holocauste, le jour du Monument aux soldats tués et le jour de l'Indépendance. Pour nos amis palestiniens, ce dernier jour est Nakba et commémore leur désastre – une fête non incluse dans le calendrier officiel israélien. Ces jours-là sont chargés d'émotion et remplis de chagrin pour beaucoup. Ils se concentrent sur les nombreuses victimes, sur les grandes souffrances et disparitions durant l'holocauste et sur les soldats juifs morts au champ d'honneur pour que l'État juif puisse exister. Simultanément, ces journées projettent la possibilité de nouvelles victimes dans le futur.

Le 26 avril 2009, un jour avant celui des Soldats tués, dans un acte abondamment publié exploitant le caractère « chargé » de cette journée, la police interrogeait et perquisitionnait les logements de six militants de l'association New Profile*. Ils confisquèrent les ordinateurs personnels et, dans certains cas, ceux appartenant à leur famille. Les militants emprisonnés ont été relâchés sous caution, mais leurs ordinateurs ont été saisis pendant trente jours. Dans la quinzaine de jours suivante, la police convoqua dix autres militants, mais moins en fanfare et avec moins de couverture médiatique.

Les militants étaient accusés d'incitation à l'opposition à la conscription (appel à un refus du service militaire), ce qui est assimilé à un acte de trahison. La tentative d'incriminer New Profile s'est résumée à une déclaration de guerre contre la jeunesse : d'ailleurs un nombre croissant de juifs israéliens aussi bien que de jeunes de la minorité druze refusent d'accomplir le service militaire.

L'enquête diligentée au sein de New Profile l'a été en raison de l'inquiétude du gouvernement et de la Défense sur la tendance croissante à essayer d'échapper à la conscription. En juillet 2007, le ministre de la Défense, Ehud Barak, et le chef d'état-major, Gabi Ashkenazi, déclarèrent publiquement qu'ils voulaient combattre cette tendance. Mais, en vérité, ce n'était pas New Profile qui les embêtait.

Cette association sans but lucratif n'a jamais eu plus de soixante membres actifs. Elle était juste perçue comme un bouc émissaire facile et visible, les autorités espérant intimider ainsi de futurs résistants à la conscription.

L'enquête criminelle nous a soumis à de nouveaux et difficiles défis, mais notre approche féministe inspira une sorte d'engagement : nous documenter, discuter, analyser les événements, et en surmonter la pression médiatique qu'elle soit bonne ou mauvaise.

Aujourd'hui, bien que New Profile remplisse les conditions légales requises pour être une ONG et que nos statuts aient été approuvés par la Haute Cour de justice, nous sommes soumis à un harcèlement, particulièrement par les factions d'extrême droite à la Knesset. Il est facile de ressentir la confusion dans la vie publique en Israël car elle est criblée d'ambiguïtés. Le journal *Haaretz* en est un bon exemple. Il reflète la relativement petite population des Israéliens progressistes et libéraux qui forme son lectorat, parce qu'il publie, à l'occasion, des articles qui critiquent la politique militaire dominante et l'occupation des territoires, créant l'illusion d'un progrès. Mais les opinions de la gauche radicale n'y sont pas exprimées, et cela revient à une politique du silence.

Pour beaucoup d'entre nous, le silence se fait aussi dans nos cercles les plus proches. C'est souvent difficile pour nous de trouver un espace pour le dialogue et la discussion, même à l'intérieur de nos foyers et avec nos familles. Nous sommes discrédités : au mieux, on nous qualifie d'hypersensibles. Au pis, nous sommes perçus comme n'ayant pas le moindre soupçon d'idée de ce qui se passe.

Un exemple récent de la façon dont la peur affecte nos jugements est le fait que pendant les récentes émeutes égyptiennes, la plupart de l'opinion israélienne était en faveur de Moubarak, alors que le reste du monde applaudissait la révolution.

Comme nous assistons à un phénomène historique, les hommes politiques israéliens parlent de menaces sur l'existence de leur État. La même rhétorique officielle est utilisée à l'égard de l'Iran – menace nucléaire pour Israël –, mise en avant pour créer la panique au sein des citoyens et des Juifs de la diaspora et les mobiliser. La peur sert d'outil pour obtenir la soumission et le respect. C'est cela le militarisme, parmi d'autres choses. La peur promeut et maintient l'ignorance.

Il est crucial d'éveiller la conscience, dans la communauté internationale, sur ce qui se passe en Israël. Je crois que notre jeunesse est notre salut. Je suis fier d'avoir quatre fils qui ont tous refusé de faire le service militaire.

Ruth Lackner Hiller (trad. René Burget)
in *Le fusil brisé*, décembre 2012, n° 94

* *New Profile*, mouvement pour la démission de la société israélienne.

À l'heure de la globalisation économique, l'unité des 1 350 milliards de Chinois reste difficile à percevoir. La diversité des régions dans l'immensité de ce pays (devenu en trente ans le deuxième PIB du monde), les écarts énormes de développement (de 1 à 10 entre la province de Guizhou et celle de Shanghai), l'inégalité des dessertes par routes, trains ou avions, l'extrême centralisation de l'appareil d'État, les mégalo-poles surpeuplées, l'éclatement du monde rural, les migrations intérieures, concourent à une intégration radicale-ment extravertie dans le système de l'argent-roi.

DU FAIT de la présence d'importantes diasporas chinoises sur les cinq continents, l'influence de la RPC dépasse son strict territoire (portes de Hong Kong, Macao et Taïwan incluses). L'ouverture sino-chinoise trouve ses racines avec cet éparpillement démographique dans les principales villes de la planète.

Les trente-trois unités administratives de rang provincial relèvent directement du pouvoir central de Pékin : vingt-deux provinces, quatre municipalités (Pékin, Tianjin, Shanghai et Chongqing), cinq régions autonomes et deux régions d'administration spéciales. Toutes sont doublées par un secrétaire de cellule du Parti communiste, détenteur du pouvoir de décision.

En 1997, la plus grande mégalo-pole du monde Chongqing (32,6 millions d'habitants sur 82 000 km², soit huit fois la surface moyenne des agglomérations littorales), a été séparée de la province du Sichuan, afin de gérer le déplacement de deux millions de personnes (barrage des Trois Gorges) et devenir le pôle de développement de la Chine intérieure.

Les régions autonomes présentent, elles aussi, une grande hétérogénéité : la Mongolie intérieure (créée en 1947), le Xinjiang (1955, peuplé d'Ouïgours musulmans), le Ningxia (1957, avec la nationalité hui), le Guangxi (1958, avec les Zhuang) et le Tibet (1965).

En 1882, Élisée Reclus traitant de « l'empire chinois » dans le tome 7 de *La Nouvelle Géographie universelle*, soulignait cette hétérogénéité (colonisations et comptoirs commerciaux).

L'énorme population du pays est loin de se répartir uniformément. Des poches de fortes densités se trouvent par chapelets sur le littoral ou en rubans dans les vallées intérieures (pays du Læss, Yunnan, Guizhou...). Une grande moitié du territoire reste très peu habitée. Au-delà des Han majoritaires, cinquante-cinq nationalités multiplient les particularités : Zhuang (16 millions), Mandchous (11 millions), hui (10 millions), Miao (9 millions), Ouïgours (8 millions), Tujia (d°), Yi (d°), Mongols (6 millions), Tibétains (5 millions), Buyi (3 millions), Dong (d°),

Yao (2,6 millions), Bai (2 millions), Coréens (d°), Hani (1,4 million), Li (1,2 million), Kazakhs (d°), Thaï (d°)...

Les migrations intérieures concernent plus de 185 millions de personnes. De nombreux ruraux ont été convertis dans les activités industrielles, puis tertiaires. Les Mingong forment le lumpenprolétariat surexploité des villes en butte aux persécutions policières et au racisme, tout comme les immigrés en France.

Depuis 1979, les couples qui obéissent aux injonctions démographiques du gouvernement reçoivent un certificat d'enfant unique qui donne droit à des avantages pécuniaires et sociaux (accès prioritaire au logement urbain, aux crèches et écoles, obtention de biens manufacturés pour l'enfant, etc.). La pyramide des âges s'en trouve bouleversée : en 2025, un couple sur cinq aura plus de soixante ans.

Contrairement à l'Inde ou au Brésil, la Chine est restée concentrée sur son littoral, ce qui aggrave les déséquilibres avec les provinces les plus pauvres (où se trouvent les premières réserves au monde de métaux rares et stratégiques).

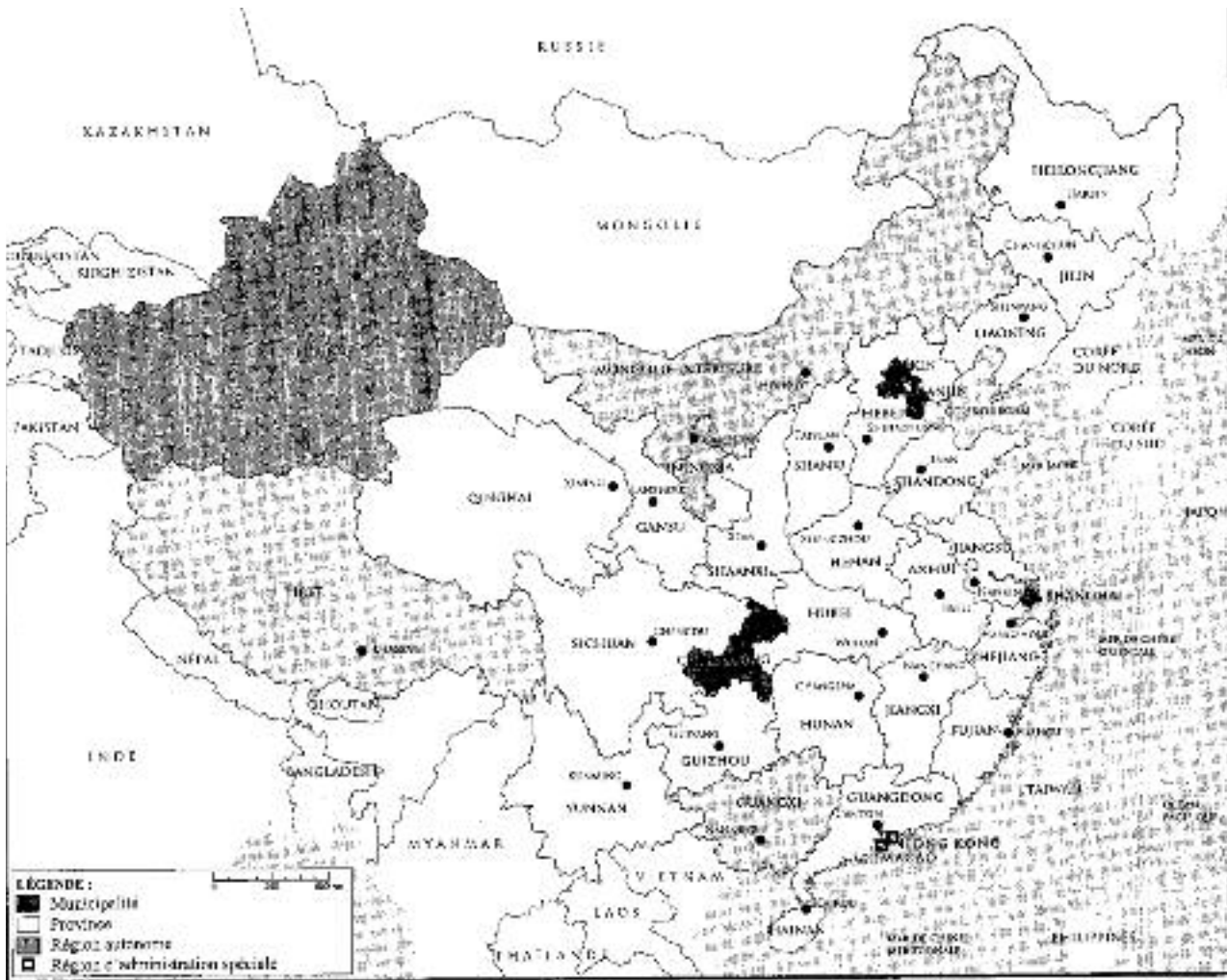
Le contrôle de l'ouverture économique par le PCC balaye les idéologies autarciques et apporte une extrême sensibilité aux évolutions des marchés : le régime communiste peaufine sa politique de puissance, ses exportations et ses investissements à l'étranger.

Les capitaux engagés par les entreprises étrangères proviennent ou transitent par Hong Kong (37 %), par la Corée du Sud, le Japon et l'Europe (5 % chacun), Singapour et les États-Unis (4 %), Taïwan (2 %).... En fait, une large part arrive par les paradis fiscaux.

Les principaux clients de la Chine sont les États-Unis (réexportation par Hong Kong) et le Japon. Ses principaux fournisseurs restent le Japon, la Corée du Sud et Taïwan.

Le potentiel énergétique repose sur les 3 000 houillères de l'État, au Shanxi (33 %), en Mongolie et dans l'Ordos. Depuis 1993, la Chine est devenue importatrice de pétrole (deuxième consommatrice au monde, se fournissant auprès d'une trentaine

chinois



Les territoires de rang provincial de la République populaire de Chine

de pays). Les compagnies d'État (CNPC, Sinopec, Cnooc) jouent désormais parmi les plus gros groupes pétroliers du monde (oléoducs géants, transport maritime...). L'hydroélectricité (10 % du potentiel national exploité) et les réacteurs nucléaires civils (moins de vingt) ne servent qu'à une couverture marginale des besoins. Les énergies renouvelables (biomasse, solaire, éolien) font l'objet de gros investissements planifiés dans l'objectif de répondre à 20 % des besoins en 2020 (hydroélectricité comprise).

La question environnementale devient particulièrement cruciale. Outre les séismes, les sécheresses, les inondations, les catastrophes s'aggravent avec le déboisement (le pays n'a qu'une surface de 14 % en forêts), l'érosion des sols et la désertification.

Les pollutions industrielles et urbaines de l'eau et de l'air s'accroissent tragiquement mettant en danger la santé des habitants.

Le paysage du monde chinois affiche des contrastes extrêmes : l'Organisation de coopération de Shanghai (alliance militaire type Otan), le tout répressif (police et armée), le poids des Baofahu (300 000 nouveaux millionnaires en yuans), l'absence du pacifisme et des valeurs humanistes dans les positions officielles laissent augurer de lendemains qui déchanteront.

Albert Louvrier

La Chine et le Monde chinois, une géopolitique des territoires, Thierry Sanjuan et Pierre Trolliet, éditions Armand Colin, collection U, 2010, 372 p.

Campagne pour sauver

NOUS, membres de World Without War (WWW), avons tenu une action construisant des ateliers de formation, en collaboration avec Andreas Speck de l'IRG.

Pour cela, nous avons utilisé le modèle du Mouvement Plan Action, Movement Action Plan (MAP), pour examiner notre campagne, tout particulièrement en relation avec l'abandon par le nouveau gouvernement du projet de loi sur le service civil. Notre action était sous embargo jusqu'à la date de prise de pouvoir du gouvernement actuel.

MAP a été développé aux États-Unis par Bill Moyer, afin d'explorer la scène et les rôles des mouvements sociaux non violents. Huit étapes y sont décrites : 1 il existe un problème social critique ; 2 défaillance prouvée des institutions officielles ; 3 maturation des conditions ; 4 décoller ; 5 s'apercevoir de l'échec ; 6 opinion publique majoritaire ; 7 succès ; 8 prolongements. À chaque stade, il y a quatre rôles différents à plaider : citoyen, rebelle, réformateur et agent du changement social. Les mouvements sociaux sont complexes et ne suivent pas toujours la voie exacte articulée dans MAP, mais j'ai trouvé cet outil très utile pour nous, quand les membres de WWW se sentent fatigués et disent souvent qu'ils ne savent pas quoi faire d'autre.

Nous n'avions jamais utilisé l'analyse MAP pour la campagne « Sauver l'île de Jeju », cet article constitue donc mon point de vue personnel des relations de cette lutte avec MAP.

Où en sommes-nous maintenant avec MAP ?

Le gouvernement sud-coréen a planifié la construction d'une base navale sur l'île de Jeju depuis 1993. Il disait que « *les importations et exportations de la Corée se font par mer, au sud de Jeju, c'est pourquoi nous devons les défendre efficacement et sécuriser la voie de transport pour ces ressources.* »

En 2002, il annonce la construction d'une nouvelle base navale dans le village de Hwasoon (île de Jeju), mais ce projet a été annulé au vu de la féroce opposition des villageois. En 2005, le plan a été relancé, mais a essuyé une nouvelle opposition des habitants de Hwasoon. Cet été-là, un

autre village, Wimi, était cité pour cette base à la place de Hwasoon.

À cette époque, le budget proposé – qui reposait sur l'hypothèse que le projet ne commence que si les habitants l'acceptent – a été approuvé par l'Assemblée nationale. Les habitants de Hwasoon et Wimi tinrent une assemblée générale et prirent une décision officielle contre la base navale.

Au printemps 2007, l'association du village de Gangjeong soumit une requête favorable à l'implantation de la base navale sur le territoire de sa commune. Cette décision était, premièrement, le résultat d'une manipulation par le gouverneur de Jeju, qui prit toutes les mesures afin de gagner l'opinion de la population locale en faveur de ce projet. Ce n'était pas l'opinion de la majorité. En fait l'assemblée générale du village de Gangjeong était à 94 % contre cette base navale. Cela représente l'étape numéro un du MAP. Le gouvernement coréen prêchait le besoin d'une base navale sur l'île de Jeju pour assurer la sécurité de la nation, mais les habitants n'étaient pas d'accord.

La deuxième étape dure de 2007 – quand les villageois de Gangjeong commencent à s'agiter contre ce projet – à 2009, quand des groupes citoyens lancent une campagne pour révoquer le gouverneur de Jeju et organisent un référendum à cet effet. Dans cette campagne, le gouvernement et la marine de guerre essayent de cacher l'origine du problème : à savoir que les plans pour construire une base militaire nationale avaient été approuvés au début 2009 et que le gouvernement de la province de Jeju avait signé un contrat avec le ministre du Territoire, des Transports et des Affaires maritimes pour les travaux d'un port à la fois civil et militaire. Plusieurs groupes de citoyens de Jeju se lancent d'eux-mêmes dans des actions pour prouver que ces institutions ne sont pas nos amis et, en mai 2009, commencent la campagne pour révoquer le gouverneur. À la fin, le résultat du vote de désaveu a trompé leurs attentes.

Troisièmement, les conditions de maturation durent depuis la fin 2011. À cette époque, le mouvement local entre dans une période de légère récession, comme résultat de l'échec

de la campagne contre le gouverneur. Simultanément, les militants du continent se déplacent sur l'île de Jeju pour rejoindre la lutte, et ils commencent à convaincre les groupes citoyens sur le continent que la campagne contre la base navale n'est pas terminée. Leurs efforts déclenchent des manifestations d'ampleur nationale dans tout le pays ; le Comité national pour arrêter la construction de la base navale de Jeju est constitué en mai 2011. Le comité mobilise un grand nombre de gens de partout sur le continent qui convergent vers Gangjeong. Il y a une reconnaissance croissante de ces problèmes alors que les sympathisants se rencontrent, parlent personnellement avec les villageois et voient de leurs propres yeux le scénario saisissant de Gangjeong. Le village entier est noyé sous des banderoles colorées apportées par les visiteurs pendant cette période. Aussi, en décembre 2011, l'Assemblée nationale ampute de 96 % le budget 2012 de la base navale de Jeju : le mouvement était alors mûr et actif.

2012 est la quatrième étape du MAP. Le gouvernement coréen fait exploser le rocher de Gureombi (à la fois patrimoine environnemental mondial et ancien lieu de prières) et démarre la construction. Un grand nombre de personnes – Coréens et internationaux – viennent au village de Gangjeong et participent à des actions directes variées pour bloquer les travaux. D'autres soutiennent la campagne de manière significative et puissante. La campagne atteint son sommet.

Le point cinq débute à la fin 2012, quand le parti conservateur gagne l'élection présidentielle et que l'Assemblée nationale vote la proposition de budget 2013 pour la base navale. Les militants de la campagne pour sauver Jeju se sentent plutôt paumés, avec de lourdes amendes, d'un total de 300 millions de wons (environ 210 000 euros), et des peines de prison dès que leurs procès commencent. Ils se sentent frustrés, désespérés et exténués. La participation aux événements organisés par le mouvement décroît au fur et à mesure que se renforce la réponse du gouvernement contre les actions et que s'éteint la couverture médiatique.

I'île de Jeju



Notre campagne est encore au point cinq. Les beaux paysages des bords de mer de Gangjeong semblent se transformer de jour en jour avec l'avancement des travaux, et cela conduit à un sentiment de désespoir. Cependant, nous ne stopperons pas nos efforts pour faire de Jeju une vraie île de paix. Il y a une possibilité que d'autres installations militaires – incluant une base aérienne, un site de missiles et une caserne de troupes de marine – soient construites à Jeju : les plans du gouvernement ne s'achèvent pas avec une base navale. Ce sera l'enjeu vraisemblable des élections locales de 2014, et nous projetons de construire un réseau avec les groupes citoyens d'Okinawa ou d'Hawaï, qui font face à des problèmes similaires en essayant de démilitariser leurs îles.

Rôles des divers groupes

À chaque étape, les militants ont fait des millions de choses. Le rôle de

WWW dans la campagne était principalement celui des rebelles (en particulier au point quatre). Nous avons mené des actions directes qui ont aidé à promouvoir le problème dans les médias et ont fait monter la conscience à travers la nation. WWW a rejoint le Comité national pour stopper la base navale de Jeju (CN) et joué le rôle MAP d'agent du changement. Nous avons fait tout notre possible pour former et mobiliser des personnes. Il y a trois agents principaux dans la campagne : le CN, le Comité de toute l'île de Jeju pour empêcher les bases militaires et pour la réalisation d'une île de paix et l'association du village de Gangjeong. Ils représentent les réformateurs et les agents du changement du MAP et visent à promouvoir ensemble des stratégies à long terme.

La nouvelle présidente de Corée du Sud a toujours été très favorable à la base navale. Elle a pour ambition de métamorphoser Jeju en un

« second Hawaï » et va pousser à l'avancement des travaux. Le nouveau gouvernement arguerait que la construction a atteint désormais un stade irréversible et que l'opposition a été battue. Notre tâche est de révéler les supercheries des tenants du pouvoir – un port à la fois civil et militaire, les nouveaux projets militaires (aéroport, etc.) – et de promouvoir des solutions alternatives

WWW projette d'offrir cette année l'atelier MAP aux autres groupes citoyens. Taeho Lee, secrétaire général de la Solidarité des gens pour une démocratie participative, et Huisun Kim, directeur du Centre paix et désarmement dans le même groupe, m'ont aidé à écrire cet article. Ce sont des membres du noyau dur du CN pour stopper la base navale de Jeju.

Jungmin Choi
(trad. René Burget)





Stéphane Hessel, symbole de l'engagement universel

LE SUCCÈS planétaire de son opuscule *Indignez-vous !* a surpris tous ceux qui ne connaissaient pas Stéphane Hessel et l'auteur lui-même. C'est ce qu'il déclare dans le film-portrait de Sophie Lechevallier *Empreintes*. Adepte de l'ironie, il ajoute : « *Ma seule raison d'être, et je crois y avoir réussi, était d'épater ma mère.* » Rappelons que sa mère, Helen Hessel, était la femme libre qui avait inspiré Truffaut pour son film *Jules et Jim*.

Stéphane Hessel a aussi épater les jeunes générations qui ont relayé son indignation pour lancer des mouvements de contestation et de résistance un peu partout dans le monde.

La vie de Stéphane Hessel est apparue, dans nos sociétés en manque de repères, comme un exemple de courage, de persévérance et d'espoir.

Né en Allemagne, naturalisé français encore jeune, il s'illustre très vite à l'École normale supérieure de Paris, dans la résistance au nazisme, et aux Nations unies où il participe à la rédaction de la Charte universelle des droits de l'homme. Ayant subi les épreuves de la torture et des camps de concentration, il a frôlé plusieurs fois la mort, mais déclare, dans des entretiens, que la poésie l'a aidé à surmonter les souffrances et qu'il a réussi à apprivoiser la mort, qui l'a pris dans son sommeil, à 95 ans, le 27 janvier 2013.

La disparition de cet homme de conscience a suscité des hommages unanimes. Son éthique universelle a été saluée et les pacifistes disent tout le respect qu'ils éprouvent pour cet ambassadeur de la paix et de la justice, « *saisi, comme il le disait, par le démon de l'engagement* ».

Ses livres resteront des témoignages précieux qui marqueront notre époque et Stéphane Hessel continuera à « épater » tous ceux qui essaieront de reprendre son flambeau. Le titre du livre d'entretiens avec le journaliste suisse Roland Merk, qui sort après sa mort, porte bien son titre : *À nous de jouer*. C'est un appel aux indignés de la terre pour que, jamais, ils ne se découragent et qu'ils gardent l'espoir de voir aboutir leurs rêves.

Président d'honneur du tribunal Russel sur la Palestine, Stéphane Hessel tente avec courage de faire appliquer le droit international en Palestine. Dans la préface qu'il écrit pour le dernier rapport paru après sa mort, il note : « *Il s'agit d'un cas unique, celui d'Israël, qui doit sa création et son existence mêmes à l'Organisation des nations unies – et à la réalisation des objectifs de la Charte des nations unies – et qui, depuis lors, se comporte comme si les obligations de la Charte n'existaient pas pour lui.* »

En 2009, après les bombardements de l'opération militaire israélienne « plomb durci » et après une visite mouvementée à Gaza, avec sa femme Christiane et l'association La voix de l'enfant, Stéphane Hessel avait déclaré dans un journal allemand : « *Si j'osais une comparaison audacieuse sur un sujet qui me touche, je dirais ceci : l'occupation allemande était – par rapport à l'occupation actuelle de la Palestine par les Israéliens – relativement inoffensive, excepté les arrestations, les internements et les exécutions ainsi que le vol de chef-d'œuvre.* » Traité d'antisémite par des ultras Israéliens, il précisait : « *Dans ces territoires occupés, les*

Palestiniens sont dans une constante mise à l'épreuve par la présence israélienne. Je pense, en particulier, au cas de Gaza : jamais l'occupation allemande n'a entouré le territoire français de tels obstacles. »

Stéphane Hessel sait de quoi il parle, puisqu'il est le fils de Franz Hessel, écrivain juif allemand qui a dû fuir le nazisme et se réfugier à Sanary-sur-Mer, près de Toulon, où une plaque porte son nom et ceux d'autres intellectuels allemands réfugiés : Thomas Mann, Stefan Zweig, Arthur Koestler, Lion Feuchtwanger, Wilhelm Herzog, Ludwig Marcuse. Lorsque Franz Hessel a été arrêté et conduit, avec son fils Ulrich, au camp de concentration des Milles, près d'Aix-en-Provence, c'est Stéphane qui a réussi à les faire sortir.

Stéphane Hessel a toujours été du côté des persécutés, des opprimés et des étrangers déplacés. C'est lorsqu'il était engagé en France dans le Fonds d'action sociale pour les familles immigrées que j'ai eu le privilège de le connaître. Nous avons fait ensemble un reportage pour l'émission de télévision « Mosaïque », de France 3, sur un foyer malien de la région parisienne. Stéphane Hessel y parlait déjà de l'exploitation des travailleurs immigrés et de leurs difficultés dans la vie quotidienne. J'ai eu ensuite plusieurs fois l'occasion de le revoir dans des luttes concernant la dignité des étrangers. Il ne manquait jamais une occasion de rappeler tout ce que les étrangers avaient apporté à la civilisation et à la culture françaises.

Je l'avais invité, en 2009, à se joindre à l'hommage que nous rendions, avec l'Union pacifiste, à l'avocat Jean-Jacques de Félice autour du film que je projetais dans un cinéma parisien. Stéphane Hessel avait, une fois encore, enthousiasmé l'assistance avec sa voix unique et ses mots de poète.

Merci, Stéphane Hessel, pour tout ce que vous nous avez donné et pour le chemin que vous nous avez montré. Nous espérons pouvoir garder encore longtemps votre « audace de l'espoir ».

Bernard Baissat

Charles Le Floch

À 84 ans, ce camarade était déjà depuis plus de quarante années un fidèle de l'UP. Quand sa dernière carte d'adhérent est arrivée, notre ami venait de cesser son combat pour la vie. Militant de toujours, il était de ceux qui se couchaient sur les rails, en signe de protestation contre le départ des appelés en Algérie. Livret militaire renvoyé à qui de droit, il fut longtemps un des piliers du groupe de Saint-Nazaire.

Charles militait encore, comme il pouvait, jusqu'à son dernier souffle, et c'est le cas de le dire : malade de l'amiante, il survivait grâce à sa bonbonne d'oxygène.

Notre ami Charles restera pour nous un bel exemple de constance et de fidélité à nos principes de non-violence.

Le groupe UP de Saint-Nazaire

Serge Utgé-Royo
chantera au Vingtième Théâtre
Lundi 8 et mardi 9 avril 2013, à 20 h



Vingtième Théâtre
7, rue des Plâtrières - Paris (20^e)
(Métro Ménilmontant ou Gambetta)

Renseignements et réservation
01 43 52 20 40

Alain, la guerre et la paix

L'association des Amis d'Alain organise
samedi 20 avril à partir de 9 h 30
à la mairie du Vésinet (Yvelines)
60, boulevard Carnot, salle des conférences

une journée-colloque sur le thème
ALAIN, LA GUERRE ET LA PAIX

« La guerre est. La paix n'est pas ; la paix n'est jamais ; il faut la faire, et d'abord la vouloir, et donc y croire. Je vous tiens là ; si vous n'y croyez pas, vous n'arriverez pas à la vouloir ; si vous ne la voulez pas, vous ne la ferez pas. »

<http://alinalia.free.fr>,
site officiel des Amis d'Alain,
est dédié à la vie, l'œuvre
et la pensée du philosophe
(1868-1951) ainsi qu'à Jules
Lagneau (1851-1894) et,
plus généralement, au
mouvement de pensée dans
lequel Alain s'inscrit et qu'il
a inspiré.



Han Ryner

Les Amis de Han Ryner se réuniront
le samedi 27 avril 2013, à partir de 14 h
Salle des Amis (Quakers),
114 bis, rue de Vaugirard
Paris (métro Saint-Placide ou Montparnasse)

Ce sera l'occasion de présenter l'action passée des Amis de Han Ryner et de discuter des perspectives futures, ouvertes notamment par plusieurs rééditions récentes*.

Gérard LECHA évoquera son livre en préparation :
Pleins Feux sur Han Ryner.

Daniel LÉRAULT présentera les Archives Han Ryner.
Clément ARNOULT parlera de la présence de Han Ryner sur Internet.



Contact : Daniel Lérault,
2, impasse des Hérons-cen-
drés 49420 Pouancé,
daniel.lerault@wanadoo.fr

* *Le Père Diogène* (Premières Pierres, 2007), *Le Cinquième Évangile* (Théolib, 2009), *Petit manuel individualiste* (Allia, 2010), *Comment te bats-tu ?* et autres textes (Le Grogard, 2010), *L'Individualisme dans l'Antiquité* (Editions du Sandre, 2010), *Le Sphinx rouge* (Théolib, 2012), *Les Paraboles cyniques* (Théolib, 2013) ainsi que *Nelti* (trad. allemande de *Les Pacifiques*, Verlag Edition AV, 2008) et *The Superhumans* (trad. US de *Les Surhommes*, *Les Voyages de Psychodore* et autres récits de SF, Black Coat Press, 2010).

MOTS /et/ MUSIQUES

HOMMAGE à

Jacques ROUSSEL



DIMANCHE 21 avril 2013, à 17 H

Présentation Christian DEVILLE-CAVELIN
avec la participation de

Alain AURENCHÉ	FRÉDÉRIQUE
ARUNA	RACHEL
Béatrice BÉ	Françoise VINCENT
Marcel EGLIN	Sabine VIRET
FABELL (Fabienne ELKOUËL)	Bea TRISTAN

• **Forum LÉO FERRÉ** •
11 rue Barbès - 94200 Ivry sur Seine
Métro "Pierre Curie" ou "Porte d'Ivry"

Entrée : 15 € Tarif réduit 12 €

Renseignements & Réservations
Mots et Musiques
01 43 84 70 04 / 06 17 70 11 53
www.facebook.com/motsetmusiques

Au-dessus de la mêlée

L'ASSOCIATION Romain Rolland, présidée par Martine Liegeois, a réussi à faire rééditer *Au-dessus de la mêlée*, ouvrage essentiel pour les pacifistes, avant les grandes célébrations patriotiques qui manqueront l'anniversaire de la guerre 14-18.

Ce livre rassemble la quinzaine d'articles publiés dans le *Journal de Genève* du 2 septembre 1914 au 2 août 1915. Romain Rolland écrit dans une lettre du 4 août 1914 : « Cette guerre européenne est la plus grande catastrophe de l'histoire, depuis des siècles, et la ruine de nos espoirs les plus saints en la fraternité humaine. » Il ajoute dans une autre lettre d'août 1914, faisant référence à l'Union sacrée et au comportement des intellectuels : « Je me trouve seul, exclu de cette communion sanglante. »

Il précise, le 15 septembre 1914, dans son article *Au-dessus de la mêlée* : « Ces guerres, je le sais, les chefs d'État qui en sont les auteurs criminels n'osent en accepter la responsabilité : chacun s'efforce surnoiseusement d'en rejeter la charge sur l'adversaire. Et les peuples qui suivent, dociles, se résignent en disant qu'une puissance plus grande que les hommes a tout conduit. »

Dans sa préface, Christophe Prochasson, historien et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, écrit : « On imagine difficilement ce qu'il a fallu à Romain Rolland de vitalité et d'énergie militante pour affronter les flots de haine qui s'abattirent sur lui... De nombreux extraits de l'article *Au-dessus de la mêlée*, choisis et tronqués de telle sorte qu'ils fissent à Romain Rolland la réputation d'un lâche et d'un traître, parurent dans plusieurs journaux français ». Rares furent les journalistes qui prirent le risque de soutenir Romain Rolland qui écrivait dans son journal : « Pour dire le vrai, je n'ai plus d'autre patrie que le monde. »

Malgré la haine qui s'exprime envers Romain Rolland, son livre, qui paraît en octobre 1915 chez l'éditeur Ollendorff, à Paris, est un succès. « Dès



mi-novembre, dix mille exemplaires sont déjà vendus. Les rééditions vont alors se succéder chez Ollendorff », précise Bernard Duchatelet, historien, président d'honneur de l'Association Romain Rolland.

Depuis, Romain Rolland est devenu une figure emblématique du pacifisme et, presque un siècle après la publication de son manifeste contre la guerre, ses idées humanistes représentent toujours un danger pour les militaristes français. L'*Union pacifiste*, qui fêtait son cinquantenaire en 2011, a pu en mesurer les effets. Une conférence sur le pacifisme de Romain Rolland, programmée à la Bibliothèque nationale de France, avec la participation d'historiens de renom et l'Association Romain Rolland, a été déprogrammée, puis annulée, sous des prétextes obscurs. Nous apprenions, par la suite, que nous avions eu la mauvaise idée de fixer une date au mois de

novembre, mois réservé à la propagande militaire. Cette « censure », de la part d'une institution qui possède les archives de Romain Rolland, nous encourage à diffuser largement les prises de position courageuses de cet écrivain. Nous espérons que l'Association des Amis de Jean Giono, qui a demandé la réédition des *Écrits pacifistes*, réussira aussi à convaincre l'éditeur Gallimard de distribuer à nouveau cet ouvrage d'un écrivain devenu pacifiste après avoir subi dans sa chair la guerre de 14-18.

Bernard Baissat

Romain Rolland, *Au-dessus de la mêlée*, Petite Bibliothèque Payot, 2013, 8,15 euros.